CUNO Kenneth M. — Modernizing Marriage. Family, Ideology, and Law in Nineteenth and Early Twentieth-Century Egypt

Moussa Abou Ramadan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/34589>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.34589

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2021

Pagination : 483-485

ISBN : 9782713228773

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Moussa Abou Ramadan, « CUNO Kenneth M. — Modernizing Marriage. Family, Ideology, and Law in Nineteenth and Early Twentieth-Century Egypt », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 242 | 2021, mis en ligne le 15 juin 2021, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/34589> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.34589>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

© Cahiers d'Études africaines

CUNO Kenneth M. — Modernizing Marriage. Family, Ideology, and Law in Nineteenth and Early Twentieth-Century Egypt

Moussa Abou Ramadan

RÉFÉRENCE

CUNO Kenneth M. — Modernizing Marriage. Family, Ideology, and Law in Nineteenth and Early Twentieth-Century Egypt. Syracuse, Syracuse University Press, 2015, 336 p., bibl., index, ill.

- 1 Le livre de Kenneth M. Cuno traite de la transformation de l'idéologie de la famille dans l'Égypte de la seconde moitié du XIX^e et du début du XX^e siècles. Ces transformations, appelées « modernisation », se sont manifestées à la fois dans les écrits d'intellectuels égyptiens, la pratique des gens et le droit, que ce soit au niveau législatif ou de la pratique judiciaire des tribunaux de la *chari'a*. L'auteur a utilisé avec efficacité et habileté les différentes sources disponibles : mémoires, livres de l'époque, textes de lois, décisions des tribunaux de la *chari'a* ou encore livres classiques de *fiqh*. Cet usage combiné peut être un modèle à suivre pour de futures recherches car les chercheurs se satisfont généralement d'avoir accès à une de ces sources seulement.
- 2 Le chapitre 1 traite de la pratique des khédives, de leurs mariages et notamment du processus d'abolition du harem et d'abandon de la polygamie. Il est intéressant de montrer l'influence de la famille khédivale, une influence occultée par la facilité de la prise de pouvoir par les officiers libres en 1952. La pratique de la monogamie a commencé avec le khédivé Tawfiq (r. 1879-1892) suite à la modification des lois de succession par le khédivé Ismail. En effet, ce n'est plus l'aîné de la famille élargie qui héritait, mais le fils de la personne décédée. Pour compenser les effets de ce

changement sur les autres membres de la famille élargie, et aussi parce qu'en cas de mariage avec une princesse la polygamie était particulièrement délicate, l'endogamie s'est imposée. Les khédives souhaitaient également montrer aux Européens leur proximité avec les Lumières. Une nouvelle idéologie des intellectuels modernistes s'est alors formée en faveur de la monogamie et de la famille conjugale comme unité de base de la société (pp. 21-22) et ce modèle s'est étendu à toute la société après la banqueroute financière de l'Égypte. Cuno soutient que le harem n'était pas un lieu de débauche sexuelle pour le plaisir du sultan : la plupart des femmes esclaves y étaient formées pour devenir les futures épouses de hauts fonctionnaires et militaires ; de cette façon, le sultan pouvait contrôler son administration. Il en ressort que le harem faisait partie intégrante du système politique pour la reproduction de la bureaucratie.

- 3 Le deuxième chapitre traite de la famille dans la pratique. Le khédive Tawfiq a été chargé de marier plusieurs des femmes du harem de son père. Ce genre de mariages montre que le khédive agissait toujours comme patriarche en imposant un mariage et que, par ce biais, il préservait les liens de fidélité de ses hauts fonctionnaires. Dans ce chapitre, l'auteur examine l'évolution de ce mode patriarcal du mariage à partir des mémoires de huit Égyptiens qui se sont mariés entre 1880 et 1923. Ce système se caractérise par des mariages arrangés et l'absence de rencontre des futurs conjoints avant le mariage. Les époux qui se sont mariés à un âge plus avancé et après le décès de leur père pouvaient bénéficier d'une certaine autonomie dans le choix de leur future épouse. Vers le début du XX^e siècle, au sein des classes supérieures et des classes moyennes, commence à naître l'idée de permettre aux futurs époux de se rencontrer avant le mariage. Cuno soutient aussi que la disparition progressive de la famille élargie a fait reculer l'âge du mariage. La transition vers la famille nucléaire a eu pour effet de réduire le pouvoir du patriarche. Ces phénomènes se sont situés vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles. Enfin, la pratique de la polygamie n'était pas uniquement réservée à la classe supérieure mais se retrouvait dans toutes les classes sociales.
- 4 Le chapitre 3 traite des écrits du XVIII^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle pour essayer d'identifier les soubassements idéologiques de la transformation de ce modèle de famille ou ce qui est appelé « *new family ideology* ». Cette nouvelle idéologie commence au début des années 1880. Elle est basée sur deux éléments, à savoir que la composante essentielle de la société est la famille, et que le bien-être de la société dépend d'une vie familiale correcte. Dans cette famille, il faut insister sur l'éducation des enfants. Cette vision accorde une place cruciale à la femme pour élever les enfants et administrer le lieu conjugal. Elle doit être éduquée pour pouvoir accomplir cette nouvelle mission (p. 77) mais il ne s'agit pas encore de réclamer une égalité entre hommes et femmes. Cette nouvelle idéologie a pour devise « Maintien, obéissance, liens de parenté ». L'époux paie la pension alimentaire à son épouse qui lui doit obéissance (p. 80). L'auteur présente les travaux de Rifa'a Rafi'i al-Tahtawi (1801-1873), Ali Mubarak (1823-1893), Muhammad Abduh (1849-1905), Qasim Amin (1863-1908), Aisha al-Taymur (1840-1902), Zaynab Fawwaz (1850-1914) et Malik Hifni Nasif (1886-1918) comme vecteurs de diffusion de cette nouvelle idéologie de la famille.
- 5 Quant aux chapitres 4 à 6, ils présentent une analyse des développements juridiques. Le chapitre 4 traite, au niveau judiciaire, de deux réformes importantes qui ont eu un impact direct sur les institutions du mariage : l'obligation d'enregistrer le mariage et la « hanafisation »¹ des décisions concernant le droit de la famille. Cette « hanafisation », ajoutée à la codification par Qadri Pacha des règles de l'école hanéfite en matière de

droit de la famille, devenu *al-ahwal al-shakhsiyya* (statut personnel), a contribué à détériorer la situation de la femme à deux niveaux : l'impossibilité de recevoir la pension alimentaire pour les périodes antérieures au consentement du mari ou à la décision du juge et la difficulté pour l'épouse de demander le divorce puisque le droit hanéfite ne le reconnaît que dans deux situations très strictes, impuissance sexuelle ou apostasie. Avant la hanafisation, le recours aux écoles malékite et chaféite était possible. Les conséquences négatives de la hanafisation sur ces deux points ont été seulement atténuées par les lois des années 1920.

- 6 Le chapitre 5 éclaire un aspect jusqu'alors négligé de la codification opérée par Qadi Pacha. En effet, ce texte a eu une influence non seulement en Égypte mais aussi dans les pays voisins : Jordanie, Liban, Syrie, territoires palestiniens et Israël, où il est toujours appliqué, à la fois dans les tribunaux civils et les tribunaux de la *chari'a*. Il est même commenté sur YouTube par des milieux religieux hanéfites. Autrement dit, on est loin des craintes de Rifa'a al-Tahtawi (p. 158), qui refusait de codifier le *fiqh* pour ne pas risquer d'être perçu comme infidèle. Ce texte est utilisé par des tribunaux mais aussi comme un texte religieux représentatif de l'école hanéfite, et sa forme codifiée n'est plus un obstacle à sa religiosité.
- 7 On ne peut toutefois souscrire à la thèse de l'auteur, pour qui la codification nuit à la flexibilité du droit. En effet, tout dépend des efforts de l'*ijtihad* des juges ainsi que du contenu de ce droit. On peut dire que la codification n'est ni bonne ni mauvaise en soi mais que tout dépend de la pratique.
- 8 Le chapitre 6 montre enfin combien la question de l'identité est une invention construite et reconstruite socialement. Pour Cuno, en effet, le *bayt al ta'a*, c'est-à-dire le fait de ramener une femme sous l'effet de la contrainte des forces de police au domicile conjugal de son mari, est une pratique judiciaire française, transférée en Algérie coloniale avant d'être importée en Égypte, pour y être alors perçue comme une pratique musulmane jusqu'à son abolition en 1967.
- 9 Chaque chapitre et l'ensemble du livre constituent une lecture incontournable pour quiconque s'intéresse à l'histoire de l'Égypte, aux relations de genre et au droit musulman.

NOTES

1. C'est-à-dire le processus d'accroissement de l'influence de l'école hanéfite.

AUTEURS

MOUSSA ABOU RAMADAN

UMR Droit, religion, entreprise et société (DRES), Université de Strasbourg